

Campagne européenne de sanctions contre l'occupation israélienne – CECP  
(Coordination Européenne des Comités et associations pour la Palestine) – CUP  
(Collectifs Urgence Palestine, Suisse)

## **Conférence internationale**

# **Pour une paix juste en Palestine et en Israël:**

## **Application du droit international**

### **Genève, 26 - 28 mai 2006**

#### **Renforcer la solidarité internationale dans un contexte difficile.**

Le morcellement des territoires occupés et l'enfermement des villes et villages palestiniens, la poursuite de la colonisation en Cisjordanie après le retrait de la bande de Gaza, l'avancement du Mur de séparation et d'annexion détériorent chaque jour les conditions de survie de la population palestinienne. Ces politiques unilatérales israéliennes, caractérisées par la non application du droit international et par les violations systématiques des droits humains, politiques et sociaux du peuple palestinien, éloignent toute perspective pour une paix juste et durable en Palestine et Israël, quelle que soit la solution envisagée.

Constatant le refus persistant d'Israël d'entamer des négociations basées sur la reconnaissance des droits fondamentaux et inaliénables de toutes les populations concernées et confrontée à l'inaction, voire à la complicité des gouvernements face à ces dénis de droit et de justice, une partie croissante de la société civile internationale s'engage avec différents moyens pour exercer des pressions politiques, économiques et juridiques sur le gouvernement Israélien pour l'amener à mettre fin à l'occupation, à respecter les droits humains et à appliquer le droit international.

La conférence internationale de Genève entend rassembler, rendre visibles, discuter, renforcer et développer les campagnes en cours dans ce sens à différents niveaux nationaux, européens et internationaux.

Le choix du lieu de la conférence entend souligner l'exigence de voir aussi la Suisse assumer beaucoup plus activement ses engagements en tant qu'Etat dépositaire des Conventions de Genève face au refus de la part d'Israël d'appliquer le droit international humanitaire dans les Territoires Occupés Palestiniens.

#### **Objectifs de la conférence**

A partir du constat du caractère systématique des violations des droits humains, du droit international et des Conventions de Genève à l'encontre de la population palestinienne par la politique de colonisation et d'occupation israélienne, **la conférence entend contribuer à l'élargissement et au renforcement des campagnes de pressions politiques et économiques pour amener l'Etat d'Israël ainsi que la communauté internationale des Etats à remplir leurs engagements et à se conformer au droit international.**

En particulier, la conférence entend réaliser:

- la rencontre d'un grand nombre d'initiatives et campagnes de la société civile engagée dans la solidarité avec le peuple palestinien, y compris celles des mouvements syndicaux et organisations à base confessionnelle.
- La mise à disposition de l'outillage juridique de base, les arguments et les mécanismes juridiques, utilisables par la société civile pour faire pression sur les gouvernements européens et sur Israël pour qu'ils remplissent leurs obligations d'après le droit international. Cette offre se basera notamment sur l'avis du 9 juillet 2004 de la Cour Internationale de Justice sur le Mur et sur les dispositions des Conventions de Genève relatives à la protection des personnes civiles en temps de guerre.
- en se basant sur l'examen et la discussion critique d'une vaste gamme de campagnes et initiatives en cours, cerner et préciser les campagnes à développer aux niveaux local, national et international en mesure d'exercer des pressions économiques, politiques et juridiques efficaces sur les gouvernements européens et Israël.
- le lancement d'un appel souscrit par le plus grand nombre possible d'organisations, demandant des mesures de pression politiques et économiques pour qu'Israël mette fin à l'occupation et se conforme au droit international.
- une visibilité et une résonance dans un public large et dans les médias locaux et internationaux. Un concert de musique et des animations culturelles (littérature, théâtre) se tiendront le samedi soir pour faire entendre la dimension culturelle de la résistance à l'occupation. La conférence produira une publication sur ses travaux ("Palestine occupée – agir pour faire appliquer le droit international et les Conventions de Genève").

## **Participant-e-s**

La conférence repose sur la participation active d'un grand nombre de:

- organisations des sociétés civiles palestinienne, israélienne et internationale engagées dans des campagnes pour exercer des pressions politiques, économiques et juridiques sur Israël.
- Intervenant-e-s activistes et experts en différents domaines: droit international, défense des droits humains, campagnes de solidarité avec d'autres luttes de libération.
- Organisations et personnalités concernées au sens large (ONGs internationales, organisations et institutions internationales, églises, syndicats, etc.)

Ces organisations seront chargées d'animer les ateliers et de participer aux séances plénières afin que les actions et décisions prises lors de la conférence soient répercutées sur le terrain.

## **Organisation**

**Placée sous les auspices de l'ECCP, la conférence est co-organisée par les CUP GE, VD, NE.**

Un comité d'organisation composé de membres désignés par les CUP et par ECCP est chargé du travail de préparation et le déroulement de la conférence internationale.

Les CUP (GE, VD, NE) ont de leur part constitué une commission de coordination et plusieurs groupes de travail pour la préparation thématique, le financement, l'organisation logistique, la partie culturelle, le travail publicité et presse au niveau Suisse.